



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt quatre février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 février 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 26

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6

Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Isabelle NOTHEAUX donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 24 février 2025

M_DL250224_020

SPORTS - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES - ADOPTION - AUTORISATION

Madame Christel BOUBERT, Adjointe au Maire. Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à la vie associative sportive communale, la Ville de Montivilliers attribue chaque année des créneaux d'occupations aux différentes associations sportives domiciliées sur son territoire. La piste de BMX a connu une structure associative depuis 2009 qui a périclité en 2022. Des recherches ont été effectuées pour envisager une reprise du club et de la piste dont la destination ne peut être qu'exclusivement dédiée à la pratique du BMX. A l'été 2024, un projet est parvenu à M. LOUVEL, président de l'OMS, puis aux services municipaux afin de proposer une reprise de l'activité. Après une étude et une organisation administrative et technique, ce projet de reprise verra le jour avec, nous l'espérons, autant de succès que le précédent. Ce bien du domaine public sera mis à disposition à titre gratuit au bénéfice du BMX Club Montivilliers (association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901) pour développer et promouvoir la pratique du BMX et ce, conformément à l'article L2125-1-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.2125-1-2,

VU le règlement des équipements sportifs,

CONSIDÉRANT

- Que l'association de BMX Club Montivilliers souhaite utiliser la piste de BMX ;
- Que l'équipement construit par la ville de Montivilliers en 2009 est uniquement destiné à la pratique du BMX ;
- Que dans le cadre de sa politique sportive territoriale, la ville de Montivilliers a un intérêt à mettre à disposition gracieusement cet équipement sportif appartenant au domaine public, au profit de l'association de BMX Club Montivilliers du 3 mars 2025 au 4 juillet 2026 ;
- Qu'il convient de conclure une convention de mise à disposition d'un équipement sportif avec l'association BMX Club Montivilliers (association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901).

Sa commission municipale Vie sportive et vie associative réunie le 4 février 2025 consultée ;

VU le rapport de Madame **Christel BOUBERT**, Adjointe au Maire en charge de la Vie sportive, du Développement du sport santé, des Équipements sportifs de détente et de loisirs ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un équipement sportif avec l'association BMX Club Montivilliers du 3 mars 2025 au 4 juillet 2026.

Sans incidence budgétaire

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

